

Evaluation à mi-parcours du Contrat de Ville 2015-2020

Valant rapport d'évaluation 2017
Version projet du 12 décembre 2018



07 | Méthodologie d'évaluation

08 | Portrait des quartiers

10 | Portrait par thématique

18 | Chiffres clés à 3 ans

20 | Les financements

22 | Pilier 1 - Cohésion sociale

36 | Pilier 2 - Développement économique et emploi

38 | Pilier 3 - Cadre de vie et renouvellement urbain

44 | Les quartiers en Veille Active

46 | Regard des communes sur leur quartier

52 | Perspectives



Faisons vivre la politique de la ville & l'innovation sociale avec son époque !

Quels changements apportés depuis 2014 ?

Nous avons souhaité provoquer le changement et capter à nouveau les publics concernés dans le champ républicain. Le Contrat de Ville signé en 2015 est basé sur un constat simple : il y a urgence à renouveler les actions et les partenariats qui ne captent plus leurs publics. Les intégrismes gagnent du terrain, le repli sur soi aussi, les structures de la société évoluent. Nous avons donc souhaité adapter nos outils à cette nouvelle donne, avec deux paradigmes à l'esprit : se fonder sur des partenariats public/privé, les collectivités publiques ne pouvant faire face seules à ce défi et créer un véritable « parcours de vie » afin d'éviter le morcellement des réponses et des interlocuteurs. Une autre évidence nous est apparue : la nécessité de réorienter sans cesse les actions qui n'apportent pas tous les résultats attendus tout en évitant le « saupoudrage » de subventions. Nouvelle approche, évaluation, adaptation. Voici les clés de notre nouvelle politique de la ville.

Concrètement, sur le terrain ?

3 axes majeurs : le développement économique et l'emploi, la cohésion sociale et enfin le cadre de vie et le renouvellement urbain. Les actions liées à ces enjeux ont rapidement été concrétisées là où les besoins étaient les plus criants grâce à l'engagement des partenaires historiques ainsi que par l'émergence de nouveaux

acteurs, publics comme privés. Sport dans la Ville accompagne des dizaines d'enfants grâce à une insertion par le sport. Ma Chance Moi Aussi permet de suivre des dizaines de jeunes et d'aider les parents en décrochage. La mission locale jeunes (MLJ), Rebond et l'Ecole de la deuxième chance accompagnent des centaines de jeunes afin de décrocher un travail qu'ils aient besoin d'un simple coup de pouce ou qu'ils soient très éloignés de l'emploi. Sur le plan de la prévention de la délinquance, ce sont plus de 8 000 interventions par an qui sont effectuées par les correspondants de nuit.

L'objectif de l'Évaluation ?

Une démarche d'évaluation-action de près de 10 mois à la rencontre des nombreux partenaires du Contrat de ville, des élus de l'ensemble des politiques touchées par ces périmètres a été menée.

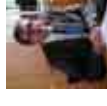
Cette démarche enrichissante permet de tirer les leçons des trois premières années du Contrat et d'accélérer les réorientations nécessaires des actions dès 2018 par une poursuite en 2019 et 2020.

Aller chercher toujours plus d'innovation au profit du bien-être quotidien des habitants, faire de la diversité un atout pour notre territoire, développer les passerelles entre acteurs, autant de défis à relever pour la suite de ce contrat.



Driss BOURIDA

Vice-président chargé du renouvellement urbain et de la politique de la ville



Xavier DULLIN

Président de Grand Chambéry

Les engagements de l'État

Les services de l'État en Savoie concourent depuis de nombreuses années au pilotage et à la mise en œuvre des politiques publiques visant le développement des quartiers et l'amélioration de la situation de leurs habitants.

Ainsi, la mise en œuvre des dispositions du contrat de ville de Grand Chambéry signé le 17 juillet 2015 par le préfet et le président de la communauté d'agglomération s'est traduite par :

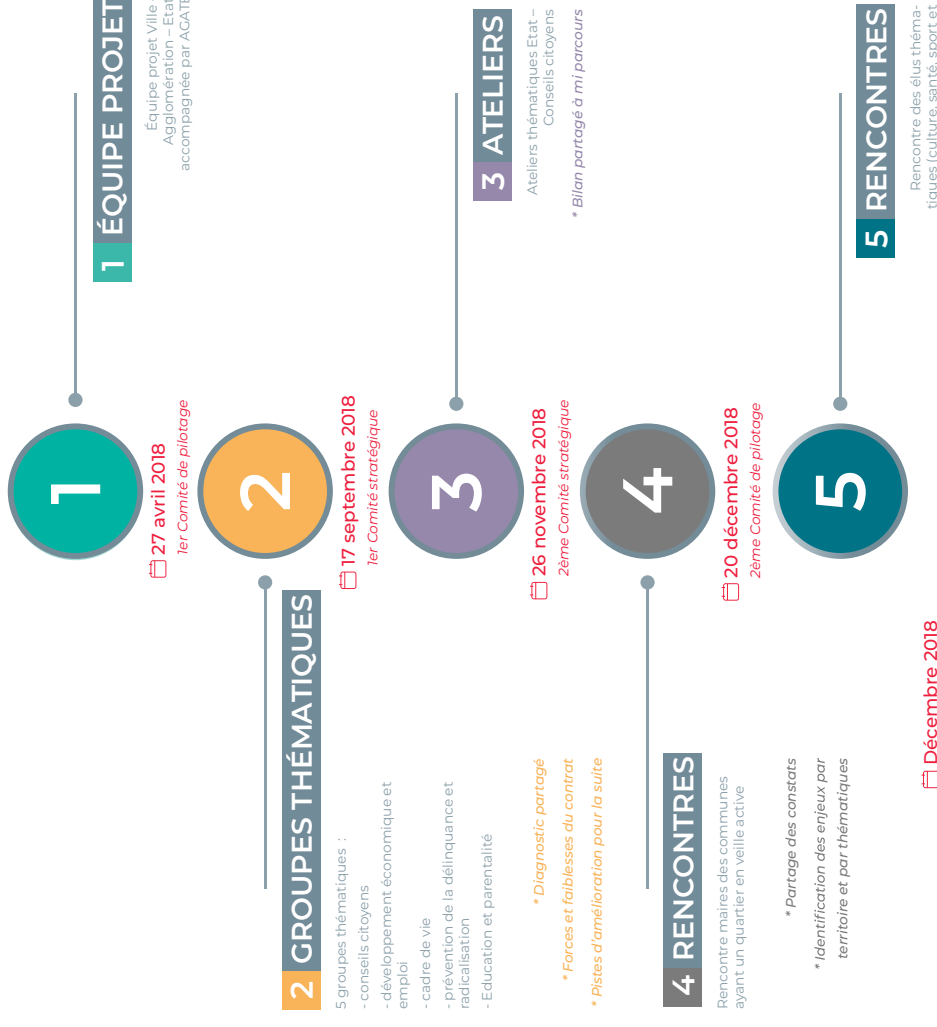
- le soutien technique et financier de l'État au nouveau programme de renouvellement urbain (NPRU) des Hauts de Chambéry,
- la mobilisation des crédits de droit commun (des ministères en charge du travail et de l'emploi, des affaires sociales, de la santé, de l'intérieur, de la justice, de la jeunesse, des sports, de la culture,...) au profit des porteurs de projet s'inscrivant dans les orientations du contrat de ville,
- l'affectation de crédits spécifiques du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), complémentaires des crédits de droit commun, afin de faciliter ou permettre la mise en œuvre d'actions ou projets nécessaires aux quartiers et à leurs habitants,
- le financement d'emplois de médiation sociale dans les quartiers,
- le soutien à l'installation et au fonctionnement des conseils citoyens établis en application des dispositions de l'article 7 de la loi du 21 février 2014,
- le soutien à l'ingénierie du contrat de ville par la participation à ses instances de pilotage et l'appui à l'agglomération dans ses missions de pilotage du contrat.

L'évaluation à mi-parcours des contrats de ville de Savoie par les services de l'État conduite à la demande du préfet de la Savoie le 8 novembre 2018 a permis de mettre en avant les forces et réussites du contrat de ville de Grand Chambéry.

Louis Laugier
Le Préfet

Méthodologie d'évaluation

📅 Février 2018



Portrait des quartiers politique de la ville

Éléments de cadrage

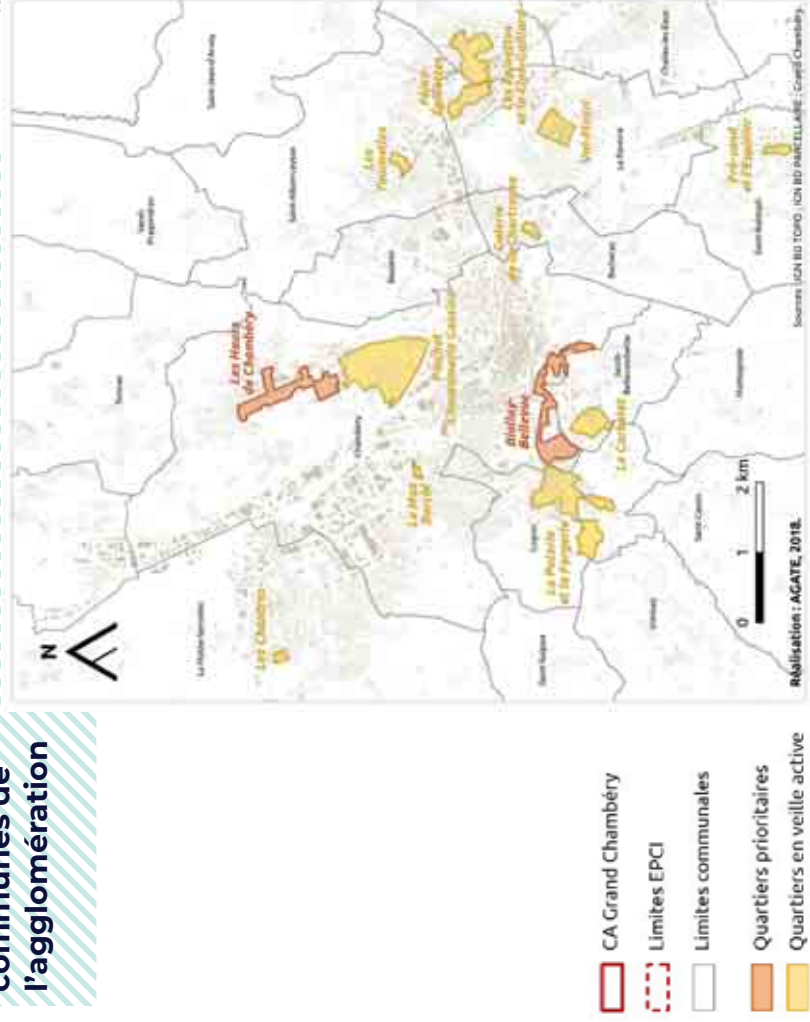
Cette évaluation s'appuie sur des données objectives de cadrage permettant de rendre compte du contexte des quartiers en matière de démographie, d'emplois, de prévention en le comparant aux niveaux communal et intercommunal. Quand les données le permettent, des évolutions sont également mesurées. Cette évaluation à

mi-parcours s'est voulue également très concrète et opérationnelle afin de coller au plus près du terrain. La démarche s'est fortement appuyée sur les acteurs de terrain (élus locaux, représentants d'habitants, associations et travailleurs sociaux, ...) qui côtoient les habitants des quartiers et mesurent l'évolution de leurs besoins.

	Population	Demandeurs d'emplois	Logements sociaux	Revenu médian mensuel*	Taux de pauvreté**
QPV Hauts de Chambéry	6 220	918	2 542	1 125 €	39.3 %
QPV Biollay -Bellevue	3 578	489	1 531	1 180 €	34 %
Ensemble des QVA	8 800	Non disponible	2 654	Non disponible	Non disponible
Ville de Chambéry	59 697	5 512	8 238	1 626 €	17 %
CA Grand Chambéry	132 894	10 303	12 660	1 799 €	13.3 %

Sources : INSEE 2013, Filosofi 2014, RPLS 2016, Pôle emploi DEFIM ABC au 31/12/2017
*Médiane (en euros) du revenu disponible par unité de consommation
** part de la population sous le seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain

L'agglomération compte 2 quartiers prioritaires (QPV) et 11 quartiers en veille active (QVA), répartis sur 9 communes de l'agglomération





EMPLOI / ÉCONOMIE

1 407

demandeurs d'emploi dans les quartiers prioritaires (QPV), soit 14 % des demandeurs de l'agglomération et 25 % de la ville (source : Pôle emploi T4 2017)

- 5 %

de demandeurs d'emplois (cat A, B et C) dans les quartiers prioritaires entre 2015 et 2017 (+1% à l'échelle de la ville, +2% à l'échelle de l'agglomération)

42 %

des femmes vivant sur les Hauts-de-Chambéry ont un emploi, 51 % à Biollay-Bellevue et 61 % dans l'agglomération (source : Pôle emploi T4 2017)

13,6 %

de moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emplois dans les quartiers prioritaires (QPV) contre 16 % pour la ville et l'agglomération (source : Pôle emploi T4 2017)

18 %

des allocataires des quartiers prioritaires perçoivent le RSA (11 % à Chambéry, 9 % dans l'agglomération) (source CAF 2017)



ÉDUCATION ET PARENTALITÉ

403

élèves au collège de Côte Rousse à la rentrée 2017/2018, soit 9 % des collégiens de l'agglomération. Les effectifs à Côte Rousse sont en hausse de 2 % par rapport à la rentrée 2015/2016

9,5 %

des élèves sont en retard à l'entrée en 6ème au collège Côte Rousse en 2018 (source DSDEN Savoie)

4.3 %

à Louise de Savoie



CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Habitat

4 073

logements locatifs sociaux en quartiers prioritaires soit 33 % du parc social de l'agglomération en 2017.

28 %

des occupants du parc social des quartiers sont des couples avec enfant(s) contre 25 % en moyenne sur l'agglomération) tandis que Chambéry (hors QPV) et l'agglomération comptent une part plus importante de personnes seules (41 % de personnes seules parmi l'ensemble des occupants du parc social)

SANTÉ

16 %

d'allocataires sont bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) sur les Hauts de Chambéry (13 % à Biollay-Bellevue, 11 % à Chambéry, 10 % dans l'agglomération) (Source CAF 2017)

2 389

personnes sont bénéficiaires de la CMU-C dans les quartiers prioritaires, soit 31 % des bénéficiaires de l'agglomération en 2017



PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

600
atteintes aux
biens

sont constatées en moyenne par an depuis 2015 en Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP), soit 18% des faits de l'ensemble de l'agglomération en 2017.

60

infractions ont été révélées en moyenne par an en ZSP en 2015 et 2017 (l'année 2016 fait figure d'exception avec 18 infractions), soit 12 % des infractions de l'agglomération en 2017.

140
atteintes aux
personnes

sont constatées en moyenne par an en ZSP depuis 2015 soit 16 % des faits constatés sur l'agglomération en 2017

Portrait par thématique (suite...)

Une répartition géographique inégale du parc locatif social

à l'échelle communale et sur le territoire communal entraînant des phénomènes de ségrégation socio-spatiale et d'empêchement des parcours résidentiels des locataires du parc public en QPV sur le reste du territoire. A l'échelle communautaire, un parc locatif social qui se situe en 2014 (RPLS 2015) de la manière suivante :

42 %	26 %	33 %
du parc public dans les 2 « ex-ZUS » (plus large que les actuels QPV)	sur les autres quartiers de Chambéry, principalement en diffus	parc HLM sur les communes périurbaines

Le parc locatif social en quartier prioritaire se caractérise par :

- une **part importante de T4 et plus** (40%), qui induit des tailles de ménages importantes (2,8 personnes par ménage) et une population importante d'enfants et d'adolescents nécessitant un accompagnement social et éducatif adapté,
- une **tension forte sur les T2/T3** particulièrement dans le parc social avec une demande locative sociale ciblant majoritairement sur des petits logements (50%) et des T3 (27%).
- une **offre de logements anciens** (83% du parc construits avant 1980),
- un **loyer médian bas** de 4,7€/m2 voire inférieur à 4,5€/m2 pour les résidences construites avant 1980,
- des **tailles de résidences importantes** (90 logements par résidence) et un fonctionnement en quartier d'habitat social de plus de 2000 logements,
- une **situation quasisement de mono-bailleur** ; 95% du parc public en QPV propriété de Cristal Habitat,
- un **renouvellement générationnel attendu**.

Une offre en accession à la propriété peu développée et peu diversifiée au sein des quartiers. Certaines copropriétés en voie de dégradation ou à surveiller (en particulier Hauts de Chambéry).

1

Intégration dans la ville

Un réseau de transport en commun performant avec des lignes fortes en limite des QPV. Une desserte intérieure au quartier à conforter. Une tension sur l'offre de stationnement dans les QPV. Certains secteurs restent enclavés et peu reliés aux centralités (voiries et cheminements complexes).

2

Cadre de vie

Un potentiel intéressant mais sous exploité en termes d'espaces publics et de paysage. De nombreux espaces publics mais peu valorisés et sous-utilisés. Une proximité des espaces naturels et agricoles qui doit être préservée.

3

Activités économiques, commerciales et de services

Des activités bien présentes dans les QPV (Hauts de Chambéry et Biollay) et certains QVA (Cognin, Barby, Barberaz) mais dont les centralités de proximité doivent être confortées en particulier en soutenant les commerces et les services.

Les données d'observation à l'échelle du quartier vécu

Les données fournies à l'échelle des IRIS dépassent le périmètre strict des quartiers prioritaires, mais ont l'intérêt de pouvoir mesurer des évolutions.



Source : INSEE, IRIS 2015

Numéro de l'IRIS concernée par la politique de la ville	Libellé de l'IRIS	Nombre d'habitants	Part de la surface du quartier prioritaire dans l'IRIS	Quartier prioritaire concerné
730650601	Chambéry-le-haut 1	1 565	17 %	Hauts de Chambéry
730650602	Chambéry-le-haut 2	2 756	41,3 %	
730650603	Chambéry-le-haut 3	1 734	15 %	
730650604	Chambéry-le-haut 5	2 184	24 %	
730650201	Biollay 1	3 430	26,2 %	Biollay
730650202	Biollay 2	2 230	38,6 %	
730650101	Bellevue	1 958	34,7 %	Bellevue

Un profil de population qui évolue fortement

Le profil de la population des quartiers se modifie fortement, amorçant un rééquilibrage à l'échelle de la ville et de

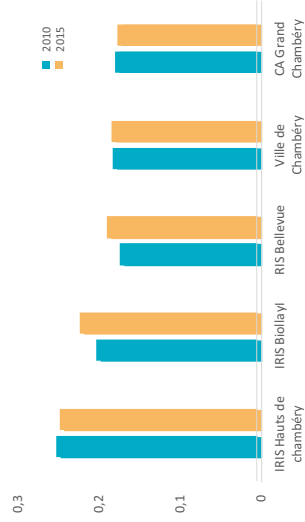
l'agglomération. Cette harmonisation progressive est le fruit à la fois des évolutions structurelles (tel que le vieillissement de la population) mais aussi liée aux effets des politiques de renouvellement urbain.

En termes d'âge

Les trois secteurs des Hauts-de-Chambéry, Biollay et Bellevue connaissent des évolutions de population bien spécifiques.

Le quartier des Hauts-de-Chambéry est dans l'ensemble plus jeune que les autres secteurs. Les quartiers du Biollay et de Bellevue ont des profils de population qui se rapprochent davantage de la moyenne de la ville et de l'agglomération.

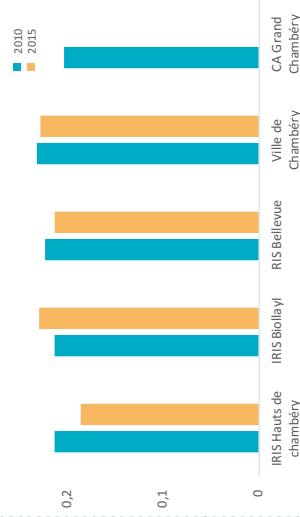
Part de 0-14 ans dans la population



Part de jeunes enfants plus élevée dans les quartiers, mais en baisse sur les Hauts-de-Chambéry

Baisse de la part des moins de 14 ans dans la population des Hauts-de-Chambéry, du fait notamment d'une forte progression de la part des personnes âgées. La tendance est inversée sur le Biollay et Bellevue où leur part augmente, tout comme celle des 45-59 ans, signe de l'installation de familles.

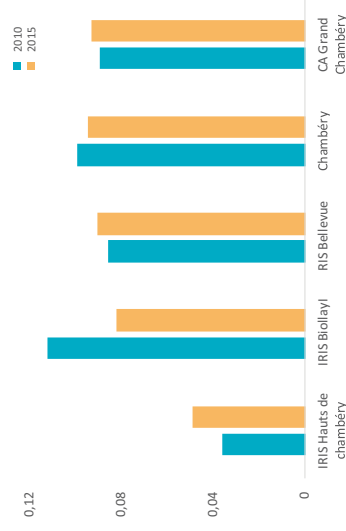
Part de 15-29 ans dans la population



Les jeunes adultes sont moins représentés sur les Hauts de Chambéry, tandis que Biollay et Bellevue se situent dans la moyenne de l'agglomération

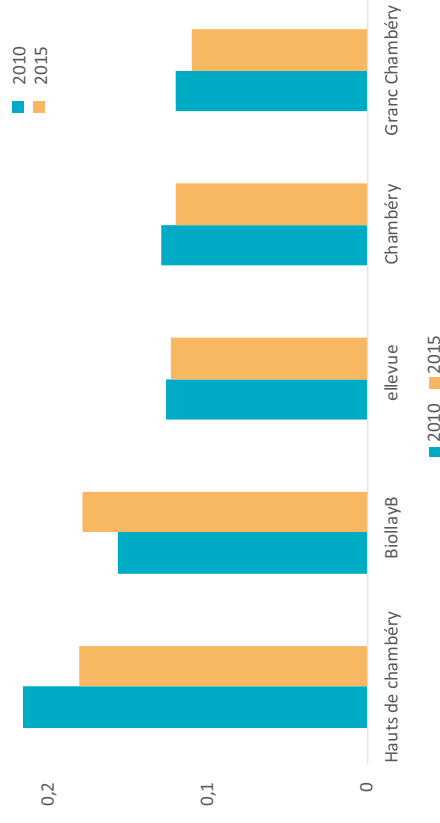
Baisse globale de la part des 15-29 ans dans la population, hormis au Biollay. Cette spécificité pourrait provenir de la proximité de l'université, dont les effectifs sont en augmentation sur cette période.

Part des 75 ans ou plus dans la population



La part de personnes âgées demeure plus faible qu'ailleurs, malgré une hausse ces dernières années

Part d'ouvriers dans la population de 15 ans et plus



La part d'ouvriers dans la population demeure plus élevée dans les secteurs des Hauts-de-Chambéry et du Biollay

Les différences de profil de population en termes d'activités professionnelles se lisent progressivement entre le secteur des Hauts-de-Chambéry et celui du Biollay. Ils demeurent en 2015 bien différents des autres secteurs puisqu'ils accueillent davantage d'ouvriers.

Chiffres clés à 3 ans

3 piliers

Cadre de vie et renouvellement urbain

- Poursuivre le renouvellement urbain pour renforcer l'attractivité des quartiers
- Participer au désenclavement des quartiers
- Renforcer la gestion urbaine et sociale de proximité
- Développer l'offre de services et d'équipements

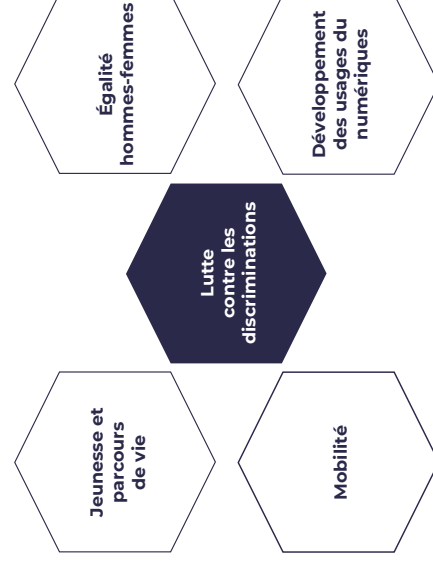
Développement économique et emploi

- Promouvoir l'entrepreneuriat et l'émergence de projet : CitéSLab
- Faciliter l'accès à l'emploi en renforçant la mobilisation des dispositifs emploi / formation : Clauses sociales, le Plan local pour l'insertion et l'emploi...

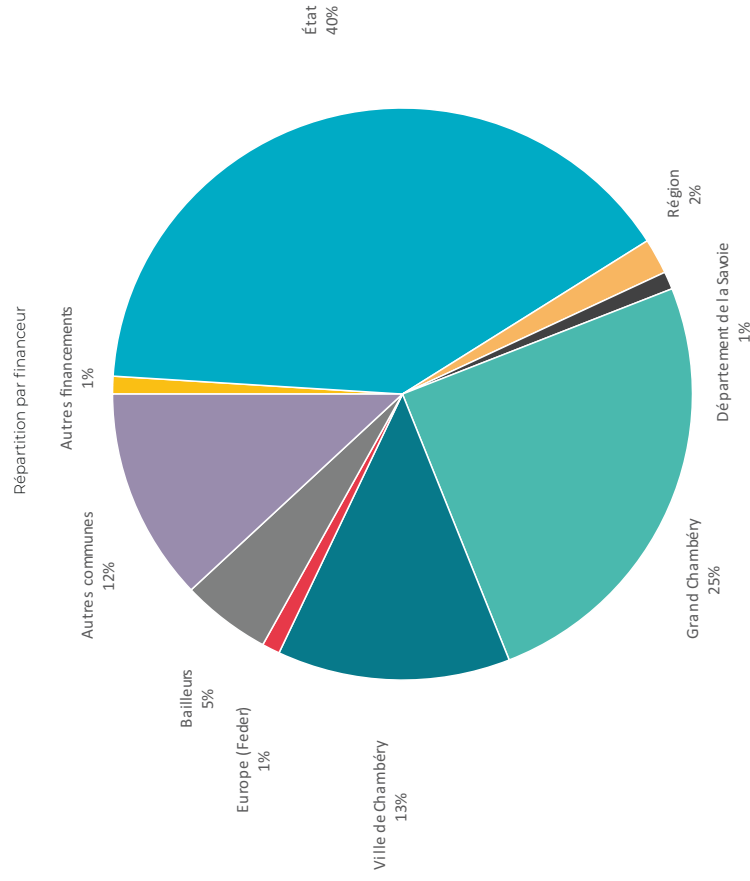
Cohésion sociale

- Education / Parentalité : lutter contre la déscolarisation et le décrochage, construire des parcours de réussite, soutenir les parents et promouvoir l'égalité filles-garçons...
- Culture : développer la mobilité ...
- Sport
- Lien social / citoyeneté
- Prévention de la délinquance
- Santé : renforcer l'accès aux soins et prévenir les addictions

5 enjeux transversaux



Les financements du contrat 2015/2017



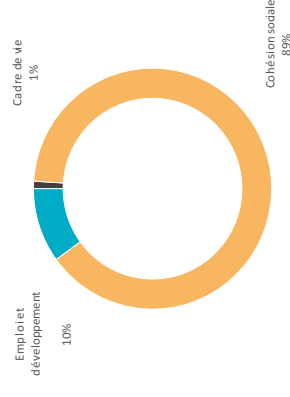
6.1 millions d'euros ont été engagés dans le cadre du contrat de ville entre 2015 et 2017. Les deux financeurs principaux du contrat de ville sont l'Etat (40 %) et Grand Chambéry (25 %).

Répartition par financeur et type de financement



L'Etat a un engagement financier réparti de manière relativement équilibrée entre crédits spécifiques (CS) et relevant du droit commun (DC) tandis que Grand Chambéry porte essentiellement des financements au titre de crédits spécifiques.

Financement par pilier



Le pilier cohésion sociale rassemble la grande majorité des crédits (89%) octroyés entre 2015 et 2017.

* Hors programme de rénovation urbaine

L'ensemble des actions portées au titre de ce pilier a pour objectif central de réduire les inégalités territoriales ainsi que le sentiment d'exclusion ressenti et vécu par les populations des quartiers en politique de la ville.

Les objectifs

Éducation - parentalité

- Accompagner le collège Côte Rousse dans ses missions éducatives
- Lutter contre la déscolarisation et le décrochage
- Construire des parcours de réussite
- Promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons
- Soutenir les parents en tant que premiers éducateurs de leurs enfants

Accès à la culture et au sport

Le suivi et la prise en charge de jeunes en situation de déscolarisation

70 jeunes suivis par an dans le cadre du Dispositif de réussite éducative (- Dired) de Chambéry et 200 jeunes en actions collectives avec le dispositif de réussite éducative

Education aux médias

750 personnes impliquées dans une démarche de formation dans le cadre de l'action Connectons-nous

25 personnes relais formées dans les quartiers en politique de la ville sur l'accompagnement des pratiques numériques familles et jeunesse.

Chiffres clés à 3 ans

3 démarches territoriales (Bellevue, Bissy et Biollay)

94 enfants suivis en 3 ans par l'association Ma Chance Moi Aussi créée en 2014 de manière expérimentale sur Chambéry

210 enfants accompagnés en suivi individuel et 200 jeunes en actions collectives dans le cadre du DIRED

750 personnes touchées par l'événement «Connectons-nous», dont 45 % issues des quartiers

1 médiatrice école/parents/enfants recrutée dans le cadre du DIRED

Restitution des échanges

Des constats partagés

Forces

- Un travail partenarial et en réseau renforcé, à l'échelle des territoires
- Un modèle de partenariat public/privé expérimenté à Chambéry au travers de l'action « Ma chance Moi aussi » qui fait référence
- Une forte implication des acteurs, notamment sur le numérique

Opportunités

- Un travail partenarial renforcé avec le collège Côte Rousse
- Le développement de la médiation enfants/parents/école
- Un renforcement de l'accompagnement éducatif par l'arrivée de nouveaux acteurs (Ma chance moi aussi, Sport dans la ville, ...)
- Le déploiement du REP +

Faiblesses

- Peu d'actions portées sur la promotion de l'égalité hommes-femmes
- Peu d'actions sur la parentalité (hors institutions, DIRED, ...)

Menaces

- Freins économiques
- Fragilité financière des structures

Les propositions du groupe de travail pour 2018 - 2020

Sur l'implication et l'accompagnement des parents :

- Mettre en place des outils d'accompagnement des parents : cafés/parents, actions prétexte
- Travailler sur les compétences des parents, leur bien-être
- Rencontrer les parents dans leur lieu de vie pour améliorer le dialogue
- Développer des lieux d'écoute et de rencontres entre parents

Sur la coordination

- Proposer des accompagnements pluridisciplinaires (croisement des regards)
- Développer la territorialisation des réseaux et mobiliser les acteurs sur les Hauts-de-Chambéry
- Former les professionnels (laïcité, parentalité, interculturelité...)

Des enjeux identifiés

- Impliquer les parents notamment les pères dans la scolarité et surtout dans l'école
- Accompagner les parents sur tout le parcours de vie de l'enfant (de la petite enfance à l'adolescence)
- Coordonner et travailler en réseau :
 - * Poursuivre la structuration de groupes territoriaux de parentalité pour mieux impliquer les acteurs et développer des projets de proximité

*Conforter le partenariat avec le collège Côte Rousse sur la prévention du décrochage notamment

• Mieux prendre en compte la thématique de l'égalité femmes-hommes



Cohésion sociale

Les thématiques de la santé, du sport et de la culture n'ont pas fait l'objet d'un groupe de travail thématique. La démarche d'évaluation s'est concentrée sur les thématiques nécessitant de créer un nouveau partenariat. Les constats et enjeux présentés ont été relevés au travers du bilan effectué par les services de la ville, de l'agglomération et de l'Etat ainsi que par des rencontres effectuées avec les élus responsables de ces questions. Ces travaux permettent de constituer des propositions pour 2019/2020 présentées en comités stratégique et de pilotage.

Éducation -
parentalité

Accès à la culture
et au sport

Citoyenneté et
lien social

Santé

Prévention de la
délinquance

Les objectifs

- ▶ Développer la mobilité dans les pratiques culturelles et sportives

Sport dans la Ville

1 nouveau stade labellisé dans les Hauts-de-Chambéry / environ 60 jeunes fréquentent le terrain, 12 inscrits dont 5 filles (projet au Biollay réalisé en 2018)

80 jeunes au Pro Football Club du Biollay

Une centaine de jeunes au club de boxe de Fethis Gym à Bellevue

Une centaine de jeunes au club de boxe Muay K1 One free Team sur les Hauts-de-Chambéry

Journée « découverte des sports » (CDOS) : **300** participants par an dans les Hauts-de-Chambéry

Chiffres clés à 3 ans

Fréquentation du Café Biollay sur les actions culturelles : 960 personnes en 2015, 1400 en 2016, 2094 en 2017

Décentralisation de la Cité des Arts dans les Hauts-de-Chambéry (mise en place d'ateliers de pratiques artistiques, une dizaine de jeunes sur 2 ans)

Restitution des échanges

Des constats partagés

Forces

- Bonne coordination entre les structures
- Des résultats concrets : de nouveaux équipements (City stade, café Biollay)
- Existence de structures de proximité (Clubs de sport, Escale)
- Beaucoup de projets culturels
- Dynamisme du Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) dans son rôle de coordinateur et de soutien auprès des clubs

Opportunités

- Sport et culture comme outils de promotion du vivre ensemble, de lutte contre les discriminations (homme/femme notamment) et de prévention de la radicalisation

Menaces

- Fragilité financière des associations culturelles et sportives des quartiers
- Manque de professionnalisation des métiers (animation, éducation...)

Faiblesses

- Mieux investir le Biollay dans la culture
- Manque de formation de certains professionnels des clubs sportifs, souvent isolés
- Manque de diversification de l'offre proposée dans les quartiers (football, sports de combat, cultures urbaines...)
- Manque d'offres de pratiques culturelles et artistiques régulières

Des enjeux identifiés

Culture

- Mieux répartir les projets culturels sur le territoire
- Développer des projets sur le long terme
- Impliquer davantage les structures culturelles (MJC, Cités des Arts, Espace Malraux)
- Renforcer les passerelles entre les différents partenariats

Sport

- Consolider le professionnalisme des intervenants des clubs sportifs (formation)
- Diversifier les activités sportives proposées
- Travailler la place de la femme dans les activités sportives

Les propositions du groupe de travail pour 2018 - 2020

Culture

- Associer les structures culturelles en amont pour travailler leur intervention dans les quartiers
- Soutenir les projets culturels portés en partenariat

Sport

- Consolider l'existant : accompagner les bénévoles et les professionnels dans leur projet associatif
- Diversifier les activités sportives proposées

Propositions communes au sport et à la culture

- Impliquer davantage les clubs sportifs et les acteurs culturels à porter des actions sur la laïcité, l'accès au droit et les valeurs de la République, l'égalité femmes/hommes
- Développer des actions d'accompagnement et de formation des associations qui rencontrent des difficultés financières
- Soutenir le recrutement de professionnels dans les associations

Cohésion sociale

Les objectifs

- Renforcer les liens et créer les conditions du vivre ensemble

Éducation -
parentalité

Accès à la culture
et au sport

Citoyenneté et
lien social

Santé

Prévention de la
délinquance



Chiffres clés à 3 ans

5 jardins partagés

7 lieux cultivés

17 acteurs de terrain

5 réunions du collectif «Jardin partagé» par an porté par Régie +

200 habitants impliqués et
1.100 lors des événements
(printemps des jardins)

3 conseils citoyens créés dans les
quartiers politique de la ville, soit
environ une quarantaine d'habi-
tants impliqués

1 comité jeunes dans les
Hauts-de-Chambéry qui touche
une quinzaine de jeunes, en par-
ticulier des filles

Environ **10 formations / an**
mises en place par le Centre de
Ressources des Savoirs de Base
à destination des professionnels

et bénévoles des ateliers sociolin-
guistiques

Ordi-pratique **40** personnes
formées, **50** ateliers menés

5 sessions de formation et **2**
sessions de sensibilisation aux
valeurs de la République et à la
laïcité par la DDCSPP

60 ateliers sociolinguistiques
ayant rassemblé 450 participants

Zoom sur la participation des habitants

La participation et l'écoute des habitants sont essentielles à l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet qui contribue à l'amélioration de la vie d'un quartier. Les modes de concertation évoluent rapidement. Il est important pour Grand Chambéry de s'adapter et d'innover en la matière. Cela a été le cas avec le projet d'agglomération «la Fabrique du territoire» et c'est également le cas avec les autres grands projets tel que le renouvellement urbain. L'objectif est d'aller à la rencontre du plus grand nombre, très

concrètement, la chargée de concertation, parfois accompagnée de membres du conseil citoyen ou d'élus, va régulièrement vers les habitants en pied d'immeubles, à la sortie de l'école, à la ludothèque ou chez l'habitant afin d'informer, et de faire participer les citoyens au projet d'aménagement de leur quartier. Les avis exprimés ont un impact réel dans la construction des projets, ils viennent compléter l'expertise technique des urbanistes, les connaissances des acteurs locaux et nourrissent ainsi les choix politiques.

Sylvie Koska

01 DEPUIS 2014

tous les dispositifs contrats de ville et projets de renouvellement urbain doivent associer les habitants. Des conseils citoyens sont créés dans les territoires prioritaires. Ils ont pour mission d'être des lieux d'échanges, d'assurer la représentation des habitants dans toutes les instances du contrat de ville et de permettre des initiatives à partir des besoins des habitants.



02 2015

Retournée citoyenne à Chambéry, une vraie mobilisation des Conseils citoyens de Savoie pour le lancement de la démarche.



03 2016

Structuration des conseils citoyens, participation à la mise en œuvre du contrat de ville dans toutes ses phases (appel à projet, instruction, programmation, suivi lors des comités techniques) / construction du dialogue entre les collectivités (ville/agglo) et les conseils citoyens.



04 2017

Participation active des conseils citoyens

► **Bellevue** - déploiement du contrat de ville et mise en place d'un projet de développement social (notamment par une fête de quartier),

► **Biollay** - organisation d'un forum emploi qui a eu lieu en 2018

► **Hauts-de-Chambéry** - dialogue régulier avec les élus et services en charge du contrat de ville, participation à la concertation du projet en renouvellement urbain par des ateliers à deux voix.



La participation des habitants aux Projets de renouvellement urbain

L'expertise d'usage des habitants a enrichi le projet pendant la phase de diagnostic, pour qu'il réponde aux besoins des usages. Une charge de la concertation dédiée au dialogue entre habitants et partenaires développe « l'aller-vers » par des actions de concertation de proximité, en pied d'immeuble, sortie d'école, à la ludothèque, chez l'habitant... en plus des permanences régulières. La capitalisation de ces méthodes et la relation de confiance ainsi instaurée vont permettre sur la suite du contrat de ville et du PRU de poursuivre la concertation, en partenariat avec la ville et le bailleur.



Des constats partagés

Forces / Opportunités

- Le déploiement du Contrat de ville sur la thématique de l'accès aux droits sur l'ensemble des territoires
- Une bonne coordination des ateliers sociolinguistiques
- Mise en place de permanences Accès aux droits/ateliers numériques
- Des partenaires associatifs qui innovevent dans leurs pratiques en impliquant les habitants

Faiblesses / Menaces

- Beaucoup de personnes isolées et en grande fragilité (psychiques, financières, sociales)
- Peu de projets coconstruits avec les habitants
- Fragilité de l'engagement bénévole

Enjeux et propositions du groupe de travail pour 2018 - 2020

- Poursuivre la coordination et la formation des Ateliers SocioLinguistiques (ASL)
=> Conforter la place du Centre de Ressource des Savoirs de Base (CRSB)
- Développer la capacité d'accompagnement des professionnels des structures :
 - pour mieux prendre en charge leurs publics
 - pour mieux assister les bénévoles dans leur capacité d'agir
- Favoriser l'implication des habitants dans la vie de leur quartier :
 - * dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité ex : travail en cours sur la création d'une dynamique collective d'habitants (encombrants, propreté urbaine)
 - * en s'appuyant sur les ressources existantes (comité jeunes et Escalé dans les Hauts-de-Chambéry, Web Biollay)
- Renforcer l'offre dans les quartiers en veille active => développer la présence de Polymathéa et Agir ABCD

La prévention de la radicalisation est un volet complémentaire du contrat de ville, intégré sous forme d'annexe en 2017. Elaborée en partenariat avec l'Etat, la ville de Chambéry et l'agglomération, elle se traduit par un plan d'actions qui s'attache au champ de la prévention primaire en permettant d'agir en amont de tout processus de radicalisation ou d'installation de situations propices à entraîner celle-ci. Ces actions s'insèrent dans des enjeux plus globaux de citoyenneté, de sécurité et de promotion des valeurs de la République qui concernent l'ensemble du territoire.

Les propositions du groupe de travail pour 2018 - 2020

Prévention primaire

- conforter et développer les actions du contrat de ville qui contribuent à prévenir la radicalisation au titre du pilier cohésion sociale

Numérique

- accompagner les jeunes dans leurs pratiques, les parents dans leur rôle éducatif et les professionnels de proximité

Apprentissage de la laïcité et des valeurs de la République

- mettre en place des formations auprès des acteurs de prévention de la radicalisation, personnel éducatif, acteurs de la jeunesse, animateurs de clubs sportifs...

Développer des actions culturelles de proximité afin d'ouvrir aux partages des cultures et à la connaissance de l'autre (partage de repas, ...).

A renforcer

- présence des services publics, l'accès aux droits, l'éducation à l'analyse critique

Des enjeux identifiés

- Apprentissage de la laïcité et promotion des valeurs de la République : nécessité de mettre en place des actions éducatives autour de cette notion mal connue aujourd'hui, y compris en direction des professionnels
- Le numérique : besoin d'accompagner le développement de l'esprit critique et la prise de recul et de diffuser les bonnes pratiques en matière d'usage des réseaux sociaux
- La mixité : besoin de favoriser les temps de rencontres et d'échanges pour conforter le vivre-ensemble

Éducation -
parentalité

Accès à la culture
et au sport

Citoyenneté et
lien social

Santé

Prévention de la
délinquance

Les objectifs

- ▶ Renforcer l'accès aux soins et en particulier en matière de santé mentale et de prévention des addictions

Action-recherche de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Savoie (SEAS) au sujet des consommations à risques des 16-21 ans dans les Hauts-de-Chambéry.

Dans le cadre de l'Atelier Santé Ville

2017 : Renforcement des partenariats sur les QPV autour de l'alimentation

- Hauts-de-Chambéry : mise en lien entre maison de l'enfance et professionnels de l'alimentation
- Mise en lien et aide méthodologique pour intervention diététique au Centre Social des Châtagniers : projet porté par une habitante et accompagné par l'Atelier Santé Ville (ASV)
- Présence aux comités de pilotage de l'association « Coclic-Hauts » (projet de magasin solidaire)
- Biollay : mise en lien entre

Chiffres clés à 3 ans

écoles maternelles et professionnels de l'alimentation et accompagnement de l'action (démarche similaire pour une action au CSAB)

2016 : structuration d'une organisation globale spécifique

- Développement d'une démarche participative en santé
- 3 groupes de travail multi-partenariaux (8 en moyenne par groupe) sur l'amélioration des coopérations entre secteurs sanitaire, social et médico-social

Restitution des échanges

Des constats partagés

Forces

- Des associations actives dans les quartiers sur la prévention des addictions (Pélican, ANPAA)
- Des initiatives menées (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives / MILDECA)

Opportunités

- La nouvelle feuille de route de la MILDECA
- Le renouvellement du contrat local de santé

Menaces

- Problématiques de santé mentale et d'addiction en croissance et plus prégnantes dans les quartiers

Faiblesses

- Complexité du dispositif global dans lequel s'intègre l'Atelier Santé Ville
- Gouvernance et portage
- Peu de partenariat avec le CHS

Des enjeux identifiés

- Organiser le pilotage
- Apporter plus de visibilité aux associations dans les quartiers
- Développer des actions spécifiques sur les problématiques de santé mentale et d'addiction

Les actions de sécurité et de prévention de la délinquance sont fondamentales pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales et diminuer le sentiment « d'abandon » ressenti par certains territoires.



Éducation -
parentalité

Accès à la culture
et au sport

Citoyenneté et
lien social

Santé

Prévention de la
délinquance

Les objectifs

- ▶ Combiner une action de prévention au plus près du terrain, une politique de répression ferme sur les cas de récidive et un effort en matière de réinsertion

Chiffres clés à 3 ans

10 669 interventions spontanées des correspondants de nuit en 2017
+ **24 %** par rapport à 2015
78 % ont lieu en quartiers prioritaires (QP).

150 jeunes en moyenne impliqués dans des chantiers jeunes (chantiers éco citoyens, jobs d'été,...)

1 573 interventions spontanées des correspondants de nuit ont eu lieu en quartier en veille active (QVA)
+ **36%** par rapport à 2015
Les interventions sur appel sont celles qui augmentent le plus

Restitution des échanges

Des constats partagés

Forces

- Les actions sur l'emploi (jobs d'été, chantiers jeunes) fonctionnent bien
- Le centre social et d'animation du Biollay est très actif
- L'action des Correspondants de nuit s'est renforcée, qualifiée et professionnalisée

Opportunités

- Développement du lien urbain/rural, élargissement du champ d'horizon au travers des chantiers éco-citoyens.
- Partenariat solide avec les acteurs de terrain (correspondants de nuit)
- Elaboration et formalisation de la politique jeunesse en cours par la ville de Chambéry

Faiblesses

- Manque de lieux pour les jeunes adultes qui fréquentent moins les centres sociaux
- Manque de professionnels dans le champ de l'animation et de l'éducation dans les quartiers
- Manque de lisibilité des actions portées, difficultés de mesure des impacts.

Menaces

- Sentiment de hausse de la délinquance, pratiquée essentiellement par des mineurs et jeunes adultes, caractérisée par des actes d'incivilité difficilement répréhensibles
- Délinquance dite « gratuite », non accompagnée de revendication spécifique donc incomprise et mal perçue par les habitants des quartiers.

Des enjeux identifiés

- La place des parents et leur implication
- L'intervention en direction des 12-16 ans
- La citoyenneté : question du lien et du respect entre les jeunes et les institutions
- L'intégration sociale
- La professionnalisation des animateurs, des intervenants éducatifs, des médiateurs culturels...
- Le repérage et la prise en charge structurée et globale des jeunes en décrochage et en rupture
- Le sentiment d'insécurité et d'impunité des habitants face aux faits de délinquance => nécessité de créer les conditions d'un dialogue régulier police/population

Les propositions du groupe de travail pour 2018 - 2020

Sur la citoyenneté et l'intégration sociale

- Conforter les chantiers jeunes et éducatifs, développer l'offre
- Réactiver le Conseil des Droits et des Devoirs des Familles
- Faire le lien avec la Maison de Justice et du Droit
- Développer des outils en lien avec le sport (Sport dans la Ville, actions en pied d'immeuble par le club de boxe du Biollay)
- Mettre en place des actions de citoyenneté permettant de faire se rencontrer les services publics et les jeunes pour tisser des liens de confiance et de respect et renforcer le sentiment d'appartenance des jeunes face aux institutions publiques : pompiers, police, hôpital, STAC, ...
- Développer des actions sur le lien intergénérationnel avec entre autres le CCAS
- Systématiser le rappel à la loi au travers de la mise en oeuvre de l'ensemble des actions

Sur la remobilisation des jeunes

- Conforter les démarches « d'aller vers » déjà mises en place : développer l'animation de rue par le soutien des actions menées par IMPULSION, groupe du Biollay, Mission Locale Jeunes
- Soutenir les actions de médiation sociale via la Régie Coup de Pouce
- Faciliter l'accès aux stages pour les jeunes (collège et lycée)
- Encourager les démarches participatives, de co-construction avec les jeunes
- Travailler sur les méthodes d'intervention auprès du public jeune (cf. Ville)
- Développer des actions hors cadre scolaire de co-éducation et médiation par les pairs
- Porter des actions partenariales qui associent l'ensemble des acteurs éducatifs

Toutes ces actions doivent être portées selon une approche multi-acteurs afin de coordonner et prendre en compte au mieux les spécificités territoriales.



Pilier 2 Développement économique et emploi

Cet axe du Contrat a pour objectif d'assurer l'accès à l'emploi et le développement économique dans les quartiers politique de la ville, la présence des opérateurs « emploi-insertion » dans ces quartiers et d'organiser le soutien à l'entreprenariat

Les objectifs

Économie

- ▶ Développer le partenariat avec le monde économique
- ▶ Faciliter l'initiative économique des résidents des quartiers et dynamiser le tissu économique

Emploi

- ▶ Renforcer les actions d'accompagnement individuel ou collectif vers l'emploi en direction des publics cibles
- ▶ Lutter contre la précarité dans l'emploi des personnes fragiles

PLIE Nombre de participants accompagnés	2015	2016	2017
100 chances 100 emplois : Nombre de personnes accompagnées	440	423	402
dont résidents en QPV	78	54	73
dont résidents en QPA	22	5	11
Taux de sorties positives (CDI, CDD, alternance, formations longues...) (Rappel de l'objectif fixé au niveau national = 60 %) de 100 chances 100 emplois	71,7 %	68,2 %	67,4 %



118 personnes accompagnées par CitesLab depuis sa création dont 35 % habitent en quartier politique de la ville

38,3 % de sorties positives en 2017 pour le PLIE (23 % en 2015)

Chiffres clés à 3 ans

126 journées de formation à la préparation du permis de conduire ont été proposées par la Régie Coup de Pouce à des salariés en insertion professionnelle en 2017



Restitution des échanges

Des constats partagés

Forces

- Des dispositifs bien identifiés et appropriés par les acteurs de l'emploi et insertion (PLIE, 100 chances 100 emplois, MLJ, ...)
- Des structures/associations relais existantes et engagées
- Des habitants volontaires pour s'impliquer dans les démarches au travers notamment des conseils citoyens

Opportunités

- La présence de la zone d'activités de Côte Rousse à proximité du quartier des Hauts-de-Chambéry et qui se développe sur l'artisanat
- Un dynamisme économique local et national favorable à l'embauche
- Un soutien à l'emploi affirmé par l'Etat (20 % de la programmation budgétaire sera consacré à ce pilier en appui du droit commun)

Faiblesses

- Des initiatives « cloisonnées » qui engendrent un manque de coordination entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion
- Un manque de vision globale de ce qui est mené dans les quartiers
- Une fragilité financière des structures/ associations
- Un cumul de difficultés de certains habitants qui rend l'accès à l'emploi difficile

Menaces

- Un manque de confiance de la population vis-à-vis des institutions
- Des dispositifs qui ne touchent pas toujours le public cible des quartiers
- Une image négative du quartier (idée de devoir sortir du quartier pour pouvoir réussir)
- La « culture de l'échec » de certaines populations : pression du quartier, inertie par le bas.

Des enjeux identifiés

- Animer les réseaux de personnes et d'acteurs de l'emploi et l'insertion pour relayer et partager l'information
- Coordonner les dispositifs et actions portées pour plus de complémentarité et de lisibilité
- Accompagner et orienter les publics, notamment les jeunes et les jeunes adultes éloignés de l'emploi

Cadre de vie et renouvellement urbain

L'évaluation du Contrat de ville sur le volet cadre de vie et renouvellement urbain a fait l'objet d'un groupe de travail consacré à la gestion urbaine de proximité, aux aménagements urbains et aux services et commerces. Les autres orientations sont traitées essentiellement dans le cadre du programme de renouvellement urbain.

Les objectifs

- ▶ Poursuivre le renouvellement urbain de l'habitat en favorisant la mixité sociale
- ▶ Participer au désenclavement des quartiers
- ▶ Renforcer la gestion urbaine et sociale de proximité et la prévention situationnelle

Définition de deux projets ambitieux de renouvellement urbain

Les études menées entre 2015 et 2017 à Bellevue et dans les Hauts-de-Chambéry ont permis de définir :

- Une stratégie d'action ;
- Une programmation d'intervention ;
- Une faisabilité technique et financière.

Chiffres clés à 3 ans

- La mobilisation des partenaires pour la réalisation de ces études a permis de mobiliser :
- 120 millions d'euros pour les Hauts-de-Chambéry (réalisation du projet entre 2018 et 2024) ;
 - 18 millions d'euros pour Bellevue (réalisation du projet entre 2018 et 2021).

▶ ▶ Le projet des Hauts-de-Chambéry se caractérise en particulier par :

- ▶ 1.400 logements locatifs sociaux réhabilités ;
- ▶ 1.000 logements locatifs sociaux résidentialisés ;
- ▶ 180 grands logements locatifs sociaux restructurés pour créer 340 petits logements (13 ou moins) ;
- ▶ 80 logements intermédiaires construits en accession à la propriété ;
- ▶ 96 logements sociaux déconstruits et reconstitués ailleurs dans l'agglomération ;
- ▶ une nouvelle trame viaire et des cheminements piétons permettant de désenclaver le secteur du « Nord des Combes » ;
- ▶ des équipements publics restructurés (école de Vert-Bois, Centre Social des Combes, Ludothèque...) ;
- ▶ des espaces publics de proximité revalorisés pour permettre une plus grande appropriation par les habitants.

▶ ▶ Le projet de Bellevue se caractérise en particulier par :

- ▶ 104 logements locatifs sociaux réhabilités, résidentialisés et restructurés (115 logements à l'issue de l'opération dont 24 seront destinés à la vente) ;
- ▶ 86 logements locatifs sociaux déconstruits ;
- ▶ des équipements publics restructurés (école de Bellevue, maison de l'enfance) des cheminements piétons et cycles facilités ;
- ▶ des espaces publics de proximité revalorisés pour permettre une plus grande appropriation par les habitants.

Ces deux projets ont fait l'objet d'une concertation diversifiée avec la volonté d'aller vers tous les habitants et usagers. Elle se poursuivra tout au long de la mise en œuvre du projet.

Une gestion urbaine de proximité qui se structure

La CUSP s'est restructurée en 2016 et 2017 pour les Hauts-de-Chambéry. Cela s'est traduit par un nouveau schéma de gouvernance qui peine à être mis en application et à enrichir néanmoins la démarche.

Les études de faisabilité du PRU des Hauts-de-Chambéry ont intégré un volet de prévention situationnelle, ce qui permet de disposer de préconisations pour les futurs aménagements du quartier.

Fonds de concours versés entre 2015 et 2017 :

COMMUNE	QUARTIER	THEMATIQUE	INTITULE OPERATION
CHAMBERY	BIOLLAY	Equipement de quartier	Création d'un équipement convivial de rencontres et d'échanges (abords du café Biollay)
CHAMBERY	BISSY	Equipement de quartier	Restructuration et extension de la halte-garderie « les Diablotins »
BARBY	CLOS GAILLARD	Equipement de quartier	Réhabilitation des espaces communs de la résidence « La Monférine »
COGNIN	FORGERIE	Equipement de quartier	Réaménagement de la maison ronde
CHAMBERY	BIOLLAY	Adaptation d'équipement	Salle JB Carron
CHAMBERY	HAUTS DE CHAMBERY	Adaptation d'équipement	Espace collégien
SAINT-ALBAN-LEYSEE	LES TOURNELLES	Revitalisation commerciale	Réaménagement de la place du commerce - aménagements urbains et construction d'une halle
JACOB-BELLECUMBETTE	LE CORBELET	Equipement de quartier	Accès à l'école et local boulistes
JACOB-BELLECUMBETTE	LE CORBELET	Création d'équipement	Installation de bodyboomers
CHAMBERY	HAUTS DE CHAMBERY	Adaptation d'équipement	Espace jeunes
LA MOTTE-SERVOLEX	LES CHANTRES	Création puis adaptation d'équipement	Rénovation et extension d'une aire de jeux pour enfants (8-12 ans)
COGNIN	LA FORGERIE	Revitalisation commerciale	Travaux de mise en accessibilité des commerces



Des constats partagés

Forces

Renouvellement urbain :

- Travail partenarial de qualité avec une équipe projet et une gouvernance bien en place
- Consensus des partenaires sur le projet de renouvellement urbain programmé

Gestion urbaine de proximité :

- Les habitants sont attachés à leur quartier et ont pour repère les équipements et services publics du quartier (notamment la mairie de quartier)

Faiblesses

Renouvellement urbain :

- Approche environnementale à développer
- Manque de dialogues avec les habitants, confiance à retrouver
- Articulation à construire avec le projet Cœur de ville de Chambéry
- Pas de projet porté sur les Quartiers en veille active et le Biollay.

Transport :

- Suppression de certaines «dessertes fines» en transport en commun dans les QPV

Des enjeux identifiés

Renouvellement urbain :

- Impliquer davantage les habitants et les usagers dans le projet en montrant les effets de la concertation
- Développer la dimension environnementale dans la conception des projets
- Favoriser l'implantation des commerces et services (notamment médicaux)
- Veiller au respect des orientations fixées à l'origine du projet
- Renforcer l'accompagnement du renouvellement urbain dans les autres quartiers en politique de la ville (QVA et Biollay)
- Apporter de la variété dans les espaces verts et publics en veillant à l'accessibilité

Gestion urbaine de proximité :

- Maintien de la Mairie de quartier comme interlocuteur privilégié
- Disparition progressive des commerces de proximité
- Sur-occupation accrue des espaces communs (halls, entrées d'immeubles...)
- Problématique de santé mentale en augmentation
- Dégradation du lien social
- Travail de sensibilisation sur la question des déchets
- Renforcer la présence d'une police de proximité

Opportunités

Renouvellement urbain :

- De nouveaux financements potentiels à mobiliser
- Les études de maîtrise d'œuvre à venir permettront d'organiser des temps de concertation et ainsi de remobiliser les habitants
- Des missions complémentaires (conseil architectural, urbain et paysager, OPC) optimisent et appuient la qualité des opérations de renouvellement urbain.

Gestion urbaine de proximité :

- Réorganisation de la GUSP en 2016 et 2017 qui s'est traduite par un nouveau schéma de gouvernance
- Volet sur la prévention situationnelle du Programme de Rénovation Urbaine (PRU) qui permet de disposer de préconisations pour les futurs aménagements du quartier
- Développement des jardins partagés

Menaces

Renouvellement urbain :

- Equilibre financier à finaliser
- Respect du calendrier et des engagements initiaux

Gestion urbaine de proximité :

- Disparition progressive des commerces de proximité
- Sur-occupation accrue des espaces communs (halls, entrées d'immeubles...)
- Problématique de santé mentale en augmentation
- Dégradation du lien social
- Évitement de certains lieux par les femmes

Les propositions du groupe de travail pour 2018 - 2020

Renouvellement urbain :

- Inciter les communes en politique de la ville à solliciter des fonds de concours pour favoriser l'émergence de projets de renouvellement urbain
- Prévoir des temps de concertation en parallèle des études de maîtrise d'œuvre.
- Instaurer une charte de concertation entre l'agglomération, la ville et Cristal Habitat afin de systématiser un même «mode de faire» entre les maîtres d'ouvrage.

Gestion urbaine de proximité :

- Disposer d'une équipe de travail et d'une gouvernance restreinte afin de pouvoir réagir rapidement et d'avancer de manière pragmatique
- Mettre en place des processus de dialogue avec les habitants, qui permettent des réponses rapides sur le terrain
- Développer la présence d'agents de police de proximité pour diminuer le sentiment d'insécurité
- Développer des actions de prévention autour de l'éducation à la parentalité notamment
- Développer des actions d'accueil auprès des nouveaux arrivants pour favoriser leur intégration et le lien social entre les habitants

Et sur Bellevue ?

Entre 2015 et 2017 : mise en place d'une équipe territoriale et organisation de 3 groupes thématiques :

> **Vie de quartier** : mise en place d'une fête de quartier qui s'est déroulée en juin 2018.

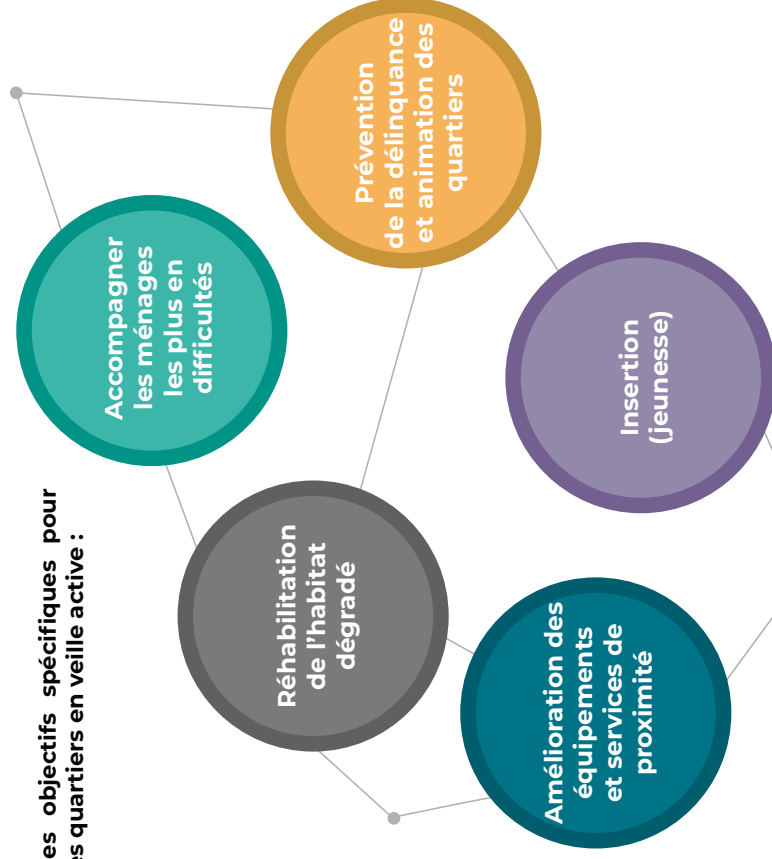
Perspectives : accompagner la réhabilitation du Séquoia pour qu'elle réponde bien aux besoins des structures et des habitants, organiser la fête de quartier 2019, travailler autour des déchets, mettre en place des jardins partagés.

> **Éducation / parentalité** : mise en réseau des acteurs et le déploiement du DIRED (actions Coup de Pouce et Lire ensemble) et de l'AFEV (présence d'un service civique à l'école).

Perspectives : travailler avec la bibliothèque pour faire intervenir à nouveau la bibliothèque voyageuse.

Les quartiers en Veille Active

Des objectifs spécifiques pour les quartiers en veille active :



Les modalités d'accompagnement :

- Un **soutien technique** en lien avec le droit commun Etat/Grand Chambéry
- Un **appel à projets** en fonctionnement
- Des **fonds de concours** sur les quartiers en veille active au profit des aménagements publics

Chiffres clés à 3 ans

Poursuite des réhabilitations des logements locatifs sociaux et de la valorisation des équipements et commerces

Depuis 2014, près de 600 logements sociaux des QVA ont été réhabilités ou sont en cours de réhabilitation par Cristal Habitat et l'Opac de la Savoie.

Avec l'appui des « fonds de concours » de l'agglomération versés de 2015 à 2017, les communes ont mené des actions permettant de :

► Restructurer et adapter leurs équipements

environ **1.5 million d'€HT**
montant total d'opérations

La mobilisation des partenaires pour la réalisation de ces études a permis de mobiliser :

- résidence Monférine à Barby ;
- abords du café Biollay, salle JB Carron, halte-garderie « les diabolins » ; espace jeune et espace collégien à Chambéry ;
- accès à l'école, local boulistes et body boomers à Jacob-Bellecombette ;
- Maison ronde à Cognin ;
- aire de jeux à la Motte Servolex.

► Accompagner la redynamisation commerciale par l'aménagement des abords

environ **800.000 €HT**
montant total d'opérations

- Forgerie à Cognin ;
- Tournelle à Saint-Alban-Lesysse.

* Suite à la rencontre de l'ensemble des maires des communes en veille active, une restitution complète sera effectuée en janvier 2019.

Perspectives

Source (rapport d'évaluation phase I – Consortium et ACATE)

Au regard des enseignements tirés du processus d'évaluation réalisé depuis fin 2016, 4 pistes d'amélioration portant essentiellement sur le pilotage et l'ingénierie du contrat de ville :

► Un renouvellement de la fonction d'ingénierie de la politique de la ville

Le constat a été fait de la lourdeur de la procédure de programmation liée en particulier au processus de l'appel à projets. Il s'agirait alors de redéployer l'ingénierie de l'équipe projet sur une logique de co-construction des actions avec les opérateurs impliquant plus de temps sur le terrain.

Cette nouvelle organisation permettrait également de mieux prendre en compte les orientations prioritaires des partenaires du contrat.

Une partie de la programmation pourrait cependant conserver la logique de l'appel à projets sur des objectifs très spécifiques nécessitant la mobilisation de la créativité du plus grand nombre.

► Une concentration des actions du contrat de ville sur un nombre plus restreint d'orientations

Cette piste vise à distinguer ce qui relève de la politique de la ville (y compris les actions de droit commun) de ce qui relève du contrat de ville (programmation d'actions financées dans le cadre du contrat)

Au regard des analyses ci-dessus, il s'agirait donc de restreindre les orientations du contrat de ville à celles sur lesquelles les financements du contrat de ville jouent un effet de levier (pas/peu d'actions de droit commun, actions de niche (ex. Impulsion), actions à forte dimension territoriale (ex. Café Biolay), actions expérimentales co-construites avec des opérateurs)...

► L'amélioration de la visibilité et de la lisibilité de la politique de la ville (en cours 2018)

La situation actuelle ne permet pas de donner une vision claire de ce que recouvre réellement la politique de la ville sur l'agglomération, le contrat de ville n'étant qu'un des outils de cette politique.

Le contrat de ville étant un outil de la politique de la ville, il s'agit donc d'avoir une vision globale des actions conduites dans le cadre de la politique de la ville (actions financées dans le cadre du contrat de ville + actions de droit commun conduites par les collectivités notamment agglomération, Ville et Etat).

C'est dans ces conditions que l'évaluation finale pourra faire ressortir les effets de l'ensemble des actions et politiques ayant permis ou non des améliorations sur les quartiers. Le contrat de ville ne peut suffire à atteindre cet objectif aujourd'hui.

► L'amélioration du pilotage des actions et du contrat

Il est également impératif de continuer à améliorer la remontée des informations sur les actions financées de la part des opérateurs afin d'améliorer le pilotage du contrat et l'efficacité de sa programmation.

A partir des indicateurs définis pour les actions financées, il s'agirait de recueillir 2 fois par an les données permettant d'apprécier la réalité des réalisations et des résultats des actions afin que l'équipe projet puisse travailler avec les opérateurs sur les corrections éventuelles à opérer.

Ces informations contribueraient à l'amélioration du pilotage du contrat par une présentation 2 fois par an du tableau de bord de suivi des réalisations et des résultats par orientation du contrat.

Conclusion

Grand Chambéry, les communes et l'Etat ont souhaité renforcer les actions de la politique de la ville. Celles-ci s'appuient par un fort soutien aux institutions publiques et privées.

Dans ce cadre, de nouvelles formes de partenariats ont émergé permettant le développement de projets innovants au plus près des habitants des quartiers. La volonté commune est de faciliter l'émergence d'initiatives et d'accompagner les structures qui œuvrent à une meilleure cohésion sociale.

Pour donner une chance à chacun, ce contrat s'inscrit dans une logique de parcours de vie en prenant en compte

les enjeux transversaux de lutte contre les discriminations, d'égalité Femmes-Hommes, de mobilité et de développement des usages du numérique et en lien direct avec les politiques jeunesse, éducation et d'accompagnement à la parentalité du territoire.

Par ailleurs, les opérations de renouvellement urbain et le Contrat de ville forment une variété d'actions qui permettent d'allier cadre de vie et conditions de vie des quartiers. C'est pourquoi, l'agglomération a fait le choix de proposer un comité de pilotage unique qui regroupe ces deux volets (contre deux auparavant) afin d'améliorer la cohérence des actions.



Grand Chambéry

Urbanisme et du développement local

www.grandchambery.fr

Agate

Agence Alpine des Territoires

www.agate-territoires.fr